

**N° DP 25/184**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 - ASSOCIATION LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS- PROGRAMME "RECYCLE TON GASPILLAGE" DANS 4 ECOLES SITUEES SUR LE TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - 7 000 EUROS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

**VU** la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention de 7 000 euros pour la poursuite de l'action « Recycle ton gaspillage » dans 4 écoles situées sur le territoire de la Métropole TPM en 2025,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de 10 000 euros en 2025 dans le cadre du parcours de sensibilisation « en chemin pour une alimentation durable » du Projet Alimentaire de Territoire, pour un budget prévisionnel total de 12 000 euros,

**CONSIDERANT** que l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS, lors de sa création en 1995, avait pour objectif la protection du patrimoine naturel de la presqu'île de Giens,

**CONSIDERANT** que l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS depuis 2018, à l'initiative de la délégation Agenda 21, mène un projet d'évaluation du gaspillage et de recyclage des déchets alimentaires des cantines dans plusieurs écoles du territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** que le problème du gaspillage alimentaire intéresse les collectivités et notamment TOULON PROVENCE MEDITERRANEE dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial, qui souhaite trouver des solutions pour le réduire,

**CONSIDERANT** que l'idée du projet « RECYCLE TON GASPILLAGE ALIMENTAIRE » par l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS est de quantifier et d'identifier les déchets alimentaires « gaspillés » lors des repas scolaires et de proposer des solutions pour les diminuer ou les valoriser,

**CONSIDERANT** les différentes actions proposées par l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS auprès de 4 écoles situées sur le territoire métropolitain : pesées, ateliers éducatifs, sorties thématiques...,

**CONSIDERANT** la reconnaissance officielle du Projet Alimentaire de Territoire de Niveau 2, par le Ministère de l'Agriculture, piloté par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, depuis le 24 mars 2024,

**CONSIDERANT** que les actions proposées s'inscrivent dans le parcours de sensibilisation « En chemin pour une alimentation durable » mis en place dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire de TPM,

**CONSIDERANT** que l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS s'est positionnée en répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par TOULON PROVENCE MEDITERRANEE en janvier 2025,

**CONSIDERANT** la convention, ci-annexée,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, avec l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS en vue de l'attribution d'une subvention de 7 000 euros (sept mille euros), soit 58,33 % maximum du coût total du projet « RECYCLE TON GASPILLAGE » réalisé dans 4 écoles situées sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, pour l'année 2025.

## ARTICLE 2

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 : article 65748 – opération 1147- fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

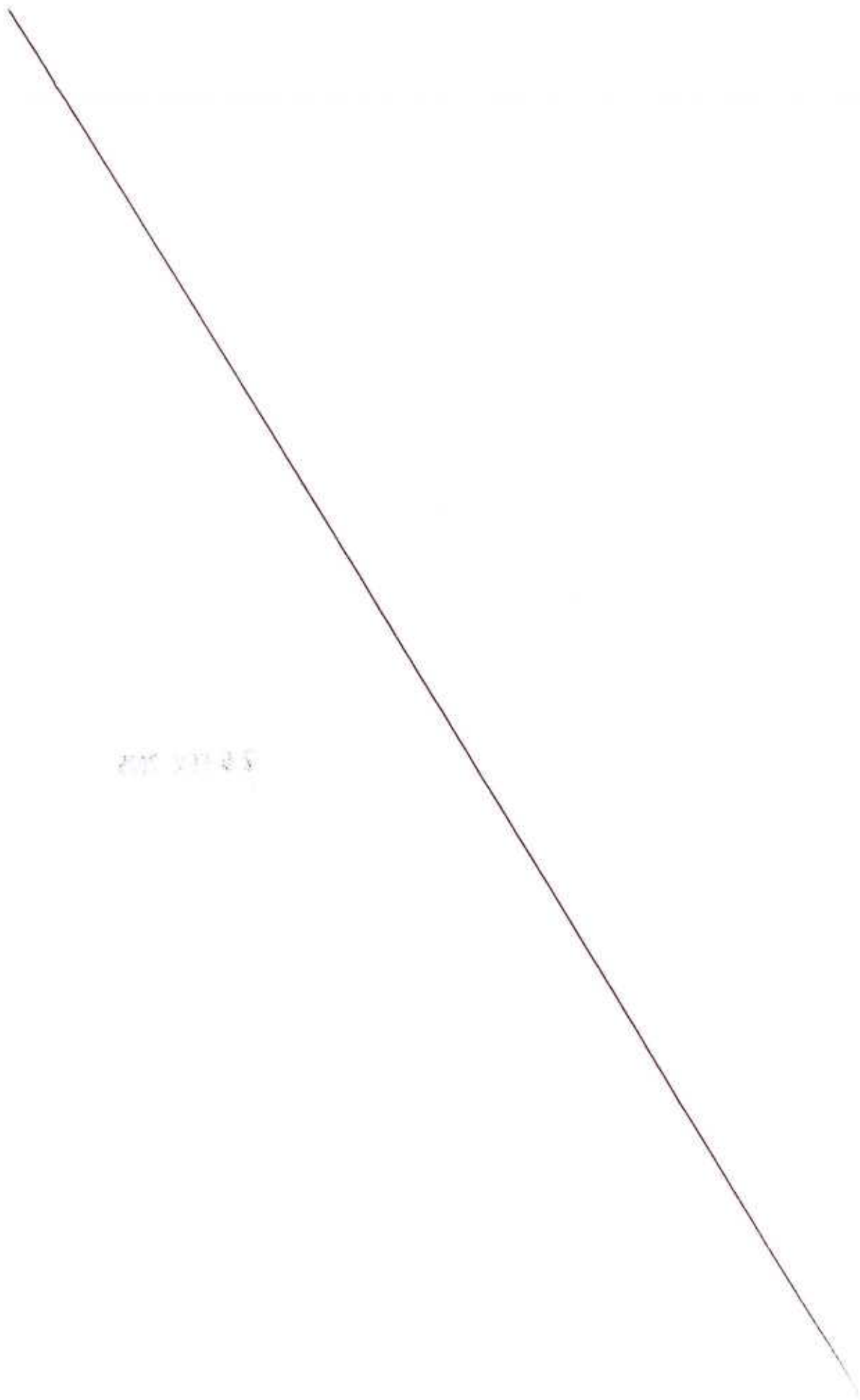
Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.





## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

### ASSOCIATION LES AMIS DE LA PRESQU'ÎLE DE GIENS

#### « RECYCLE TON GASPILLAGE » DANS 4 ECOLES SITUEES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

#### ENTRE

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107 boulevard Henri Fabre à **TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 25 / .....** du ..... .. 2025,

Ci-après désignée « **La Métropole** »,

#### ET

**L'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS**, ayant son siège social, à HYERES, 17 rue Ernest Reyer, représentée par son Président **Pierre LAVILLE**,

Ci-Après désignée « **L'Association** »

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association Les Amis de La Presqu'île de Giens (APG), créée en 1995, avait pour principal objectif la protection du patrimoine naturel de la presqu'île de Giens. Depuis, les actions se sont diversifiées notamment vers de la sensibilisation et de l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Ces actions ont permis le maintien de plusieurs centaines d'adhérents grâce à la conduite de conférences, excursions, publications et animations dans les écoles de Hyères puis Carqueiranne et La Seyne-sur-Mer.

Dans le cadre de la délégation Agenda 21, l'Association mène depuis 2018 un projet d'évaluation du gaspillage alimentaire et de recyclage des déchets alimentaires de cantine dans plusieurs écoles ou centres de loisirs de la Métropole dont les modes de service de restauration scolaire étaient différents (self-service et service traditionnel).

L'Association les Amis de la Presqu'île de Giens propose des actions de pesées et de sensibilisation au gaspillage alimentaire, qui s'inscrivent dans le parcours de sensibilisation « En chemin pour une alimentation durable » mis en place par le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole TPM, et pour lequel l'APG en répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé en janvier 2025, s'est positionné.

Par ailleurs, dans le cadre de l'application de la loi AGECL, obligeant professionnels et collectivités à proposer une solution de tri à la source des biodéchets, l'APG peut faire bénéficier les gestionnaires de cantines de son expertise et proposer des solutions techniques concrètes. L'APG pourra également être sollicitée pour partager son expérience lors de réunions du réseau des cantines du PAT TPM.

Ainsi, l'APG représente un acteur central et moteur au sein du réseau du PAT métropolitain, et le soutien de la métropole est nécessaire pour la mise en œuvre de ses actions.

L'APG sollicite TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pour une subvention d'un montant de 10 000 euros pour la poursuite de l'action « recycle ton gaspillage » dans quatre établissements scolaires du territoire métropolitain.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet [www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr), rubrique « Communication » (pied de page),
- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,



- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association LES AMIS DE LA PRESQU'ÎLE DE GIENS à hauteur de 7 000 euros pour la poursuite de l'action « Recycle ton gaspillage » dans 4 écoles situées sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, imputation 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 58,33 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention de **7 000 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **4 900 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **2 100 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,

- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.



## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour</p> <p><b>L'ASSOCIATION LES AMIS DE LA PRESQU'ÎLE DE GIENS</b></p> <p>Le Président <b>Pierre LAVILLE</b></p>	<p>Pour la Métropole</p> <p><b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
--	--

## ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### CONTEXTE

Implantée depuis près de 30 ans, l'Association compte 145 adhérents, et agit aujourd'hui bien au-delà de la presqu'île, en étendant son action sur l'ensemble du territoire métropolitain, et dans de nombreux domaines en lien avec la protection de l'environnement et de la biodiversité et la sensibilisation du grand public, et notamment du public scolaire.

Les activités de l'Association s'articulent autour de conférences, sorties nature et nombreuses actions auprès du public scolaire avec des projets différents (Recycle ton Gaspillage, aires éducatives terrestres, jardins partagés, projet environnement, ateliers et sorties nature, projet « Autour du Potager » etc).

L'APG participe également à différentes expositions ou animations pour présenter ses actions et faire de la sensibilisation auprès du public (par ex : fête des salins, Hyères en Récré, rendez-vous aux jardins etc).

Dans le cadre de la délégation Agenda 21, l'Association mène depuis 2018 un projet d'évaluation du gaspillage alimentaire et de recyclage des déchets alimentaires de cantine dans plusieurs écoles ou centres de loisirs de la Métropole dont les modes de service de restauration scolaire étaient différents (self-service et service traditionnel).

Ce projet propose ainsi des pesées mensuelles des restes alimentaires, de la sensibilisation (enfants et animateurs) et des ateliers de recyclage. Suite à ces actions, et en fonction des résultats, des solutions peuvent être proposées pour réduire et trier les déchets à la source.

Ces actions rentrent dans le cadre de la loi AGECL (Anti Gaspillage pour une Economie circulaire), entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2024, date à laquelle le tri à la source des biodéchets est devenu obligatoire pour tous les professionnels et les collectivités, soulignant la nécessité de trouver des solutions afin de réduire le gaspillage alimentaire.

La question du gaspillage alimentaire est devenue une problématique majeure traitée par la Métropole, dans le cadre de son Projet Alimentaire Territorial (PAT), labellisé de niveau 2 en mars 2024. En effet, la feuille de route du PAT TPM compte parmi ses objectifs la réduction du gaspillage alimentaire, ainsi que la sensibilisation à l'alimentation durable, notamment auprès des publics scolaires.

Ainsi, le programme d'accompagnement pour une restauration collective durable, mis en place par le PAT TPM avec le soutien financier du Ministère de l'Agriculture et la Souveraineté Alimentaire, se décline en 3 actions :

- Action 1 : Formation CNFPT - Qu'est-ce qu'une restauration collective durable ?
- Action 2 : Accompagnement de cantines pilotes à l'adoption de pratiques durables
- Action 3 : Sensibilisation des convives et des encadrants à l'alimentation durable

La troisième action de ce programme d'accompagnement prendra la forme d'un parcours de sensibilisation « en chemin vers une alimentation durable », et vise à sensibiliser les participants, et notamment les enfants « de la graine au compost », à travers différents ateliers tels que des visites de ferme, ateliers santé, visite de cuisine centrale ou encore ateliers de recyclage et pesées du gaspillage alimentaire.



Ce parcours a donné lieu à un Appel à Manifestation d'Intérêt, publié en janvier 2025, afin d'identifier les associations locales en mesure de mettre en œuvre ces actions de sensibilisation.

L'Association « Les Amis de la Presqu'île de Giens » a répondu à cet AMI, et son projet s'inscrit donc dans l'action 3 du programme d'accompagnement pour une restauration collective durable du PAT TPM.

## LE PROGRAMME « RECYCLE TON GASPILLAGE »

Pour chaque établissement scolaire retenu, en lien avec les communes membres de TPM, pour bénéficier du parcours de sensibilisation décrit ci-dessus, l'APG propose de mettre en place plusieurs actions (7 séances minimum par école) :

### 1. Des pesées du gaspillage alimentaire

- Une première pesée « test » des déchets sans aucune sensibilisation au préalable. La masse de déchets sera pesée et identifiée
- Une seconde séance réalisée après plusieurs actions de sensibilisation, pour voir l'évolution. Les résultats de la pesée des déchets seront indiqués aux enfants qui seront ainsi confrontés à leur « gaspillage ». Ils devront en trouver les raisons et proposer des solutions pour le diminuer



- Une troisième pesée bilan à la fin du parcours de sensibilisation.

### 2. Des ateliers éducatifs en lien avec le gaspillage alimentaire :

- Une séance de sensibilisation après la première pesée test
- Un atelier de fabrication de peinture avec les plantes





- Un atelier de recyclage (plastiques) : les enfants peuvent récupérer leurs déchets plastiques afin de les réutiliser pour moins gaspiller



- Un atelier de fabrication de papier : les enfants ré-utilisent leurs déchets papier (serviettes) et carton (emballages)



- Un atelier compostage et/ou fabrication d'un hôtel à insectes et mise en place d'un potager ou de plantations diverses.

### 3. Des sorties thématiques :

- Visite de la cuisine centrale qui prépare les repas
- Visite d'un centre de tri
- Visite d'une exploitation agricole (Domaine du Moulin, Ecolieu du Plan du Pont par exemple).

### 4. Une séance bilan

Cette séance aura pour but de faire le constat de l'ensemble de l'opération « Recycle ton Gaspillage », éventuellement via une exposition pour présenter le projet aux parents.

### 5. La possibilité d'aménagements supplémentaires pour les établissements qui le souhaitent

L'Association propose des aménagements supplémentaires aux établissements qui le souhaitent, nécessitant des coûts supplémentaires (à la charge des établissements) :

- Mise à disposition d'un compost permanent
- Lancement d'un potager (utilisant le compost)
- Fabrication d'un hôtel à insectes.



## LES OBJECTIFS 2025

L'expérience passée des actions réalisées permet de constater que les moments de repas sont considérés comme des moments de détente et de partage entre camarades. Les élèves sont relativement contents de manger à la cantine, que ce soit pour retrouver leurs copains ou manger au restaurant. Cependant, il a également été constaté que le gaspillage alimentaire ne pouvait diminuer que si les pesées étaient associées à des actions de sensibilisation.

L'objectif est donc pour l'Association de s'inscrire dans un parcours de sensibilisation global, allant de la graine (visite de ferme) au compost (visite de centre de tri ou de compostage) en passant par des ateliers de sensibilisation à l'agriculture durable, à la santé, et à l'alimentation saine et durable. A l'issue de ce parcours global, l'objectif est de pouvoir constater un résultat sur la quantité d'aliments gaspillés, notamment lors de la troisième pesée, en fin de parcours. Le partage du travail auprès des encadrants et des parents, lors de la séance bilan, permettra une bonne transmission et appropriation des thématiques.

## LES ACTIONS 2025

En 2025, l'APG propose d'intervenir dans 4 établissements scolaires de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, définis par TPM en lien avec ses communes membres en fonction de leurs besoins.

L'objectif de ce projet est de quantifier et d'identifier les déchets alimentaires « gaspillés » lors des repas scolaires et de proposer des solutions pour les diminuer ou les valoriser.

Pour cela, le programme d'actions décrit plus haut sera mis en place dans chaque établissement, soit :

- Pesées et sensibilisation
- Ateliers éducatifs (recyclage)
- Sorties thématiques
- Aménagements supplémentaires éventuels.

## ANNEXE II

### 1. BUDGET PREVISIONNEL 2025 DE L'ACTION « RECYCLE TON GASPILLAGE » DANS 4 ETABLISSEMENTS SCOLAIRES SITUES SUR LE TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	1 000	Subventions d'exploitation	10 000
Petites fournitures	1 000	TPM - PAT	10 000
Services Extérieurs	500	Autres produits de gestion courante	2 000
Assurance	500	Cotisations	2 000
Autres services extérieurs	2 500		
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions	2 000		
Charges de personnel	8 000		
Rémunération	6 000		
Charges sociales	2 000		
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>12 000</b>	<b>TOTAL recettes</b>	<b>12 000</b>

La subvention de 7 000 € représente 58,33 % du total des produits :  
(montant attribué/total des produits) x 100.

### 2. BUDGET PREVISIONNEL 2025 GLOBAL DE L'ASSOCIATION

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	2 300	Produits / Prestations	10 100
Petites fournitures (papeterie)	2 000	Vente de produits	100
Photocopies	300	Ecoles	3 000
		Divers	7 000
Services extérieurs	9 300	Subventions d'exploitation	38 200
Prestations	8 000	Mairie d'Hyères	8 200
Charges	1 300	Conseil Départemental	4 000
Electricité		Métropole TPM	22 000
Assurances		- PAT : 10 000	
		- Tourisme : 9 000	
		- Vie associative : 3 000	
		FDVA (Fonds pour le Développement de la Vie Associative)	4 000
Autres services extérieurs	3 700	Cotisations	3 000
Déplacements Missions et réceptions	2 000		
Frais postaux, téléphone, internet	1 100		
Informatique	600		
Charges de personnel	36 000	Produits financiers	0
Salaires et traitements	24 000		
Charges	12 000		
Dotations aux amortissements		Produits exceptionnels	0
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>51 300</b>	<b>TOTAL recettes</b>	<b>51 300</b>